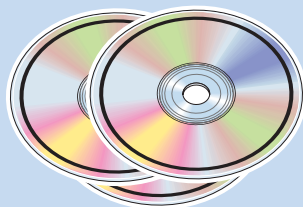
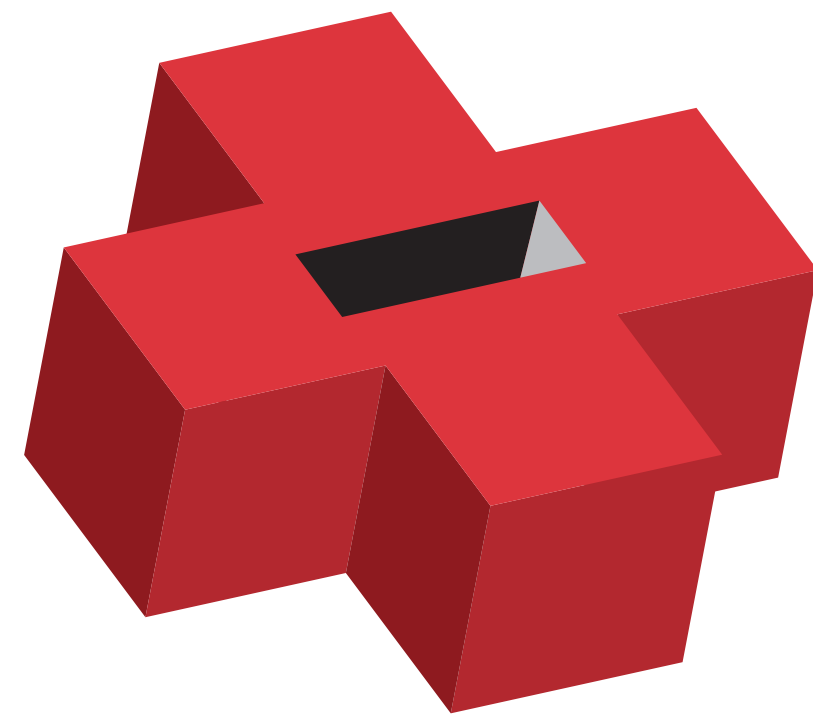
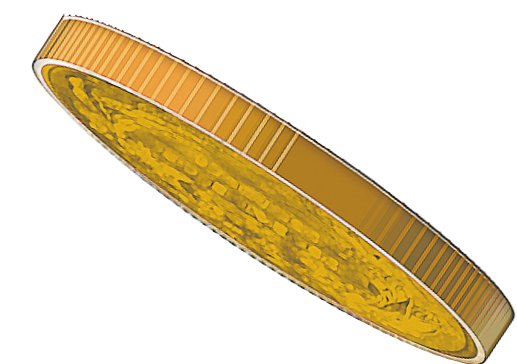


À VOS AFFAIRES



GÉNÉRATION PASSE-PARTOUT

Techno: la nouvelle drogue dure

Le cas d'un jeune qui a fait faillite parce qu'il achetait trop de DVD.

PAGE 3

SOUS LA LOUPE

Quitter son nid à 74 ans

C'est chose faisable et peut-être même qu'on peut s'offrir un peu de luxe.

PAGE 4

LES BONS COMPTES

Gare aux frais de dédouanage

Quand on achète à l'étranger grâce à Internet, la facture peut être salée.

PAGE 5

MICHEL GIRARD

Doit-on vendre les fiducies de revenu ?

Une lectrice de 69 ans se demande quoi faire avec ses titres dépréciés.

PAGE 5

L'ARGENT AU QUOTIDIEN

Épargnez, qu'ils disent !

Tout le monde, y compris Bernard Landry, s'y met pour nous dire qu'il faut épargner davantage.

C'est vrai ?

PAGE 6

LA SANTÉ A UN PRIX

Combien coûte un docteur au privé ?

Entrouvrons la porte. Jetons un discret coup d'œil sur les soins de santé privés. Quels sont les services, les motivations, les coûts ? Après tout, une saine curiosité ne peut pas faire de mal. Et ça ne coûte rien de regarder l'étalage...

MARC TISON

Un hallux residus fait aussi mal que son nom le laisse entendre. Ce problème articulaire à l'orteil, très douloureux, est provoqué par l'arthrose.

Le 7 septembre dernier, Marie Marsolais a subi une intervention chirurgicale au pied pour soulager cette affection. Dans le réseau public, le délai d'attente peut atteindre deux ans.

Elle n'avait rencontré son chirurgien orthopédiste que quelques semaines auparavant. Mais il s'agissait d'un médecin qui s'était retiré du régime public.

Marie Marsolais a déboursé 2300 \$ pour l'intervention. « L'avantage, c'est que j'ai choisi la date », confie-t-elle.

Les délais et la réputation du médecin ont joué à parts égales dans sa décision. « À un moment, on n'a pas le choix. Avec les souffrances et les complications qui sont occasionnées par les délais, c'est la qualité de vie qui en souffre. Une fois qu'on est entré dans le système public, les soins sont très bons. Mais il faut y entrer. »

Les médecins, eux, semblent de plus en plus nombreux à en sortir.

« Il y a très peu de médecins dans le privé-privé », soutient néanmoins le D^r Jean Rodrigue, porte-parole de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec. Une centaine de leurs 15 000 membres ne sont pas affiliés à la RAMQ, estime-t-il.

Mais leur nombre augmente. La chercheuse Joanne Castonguay, directrice de projet au Centre interuniversitaire

de recherche en analyse des organisations (CIRANO), s'était penchée sur cette question, il y a un an et demi. « En 1998, 47 omnipraticiens exerçaient hors RAMQ, constate-t-elle. Ils étaient 80 en 2004. »

Chez les médecins spécialistes, environ 50 médecins pratiquent hors des sentiers battus, sur les 8000 spécialistes patentés.

« C'est tout à fait marginal », insiste lui aussi le D^r Louis Morazain, vice-président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec.

En fait, le phénomène se concentre principalement dans trois domaines de pratique, parmi la trentaine de spécialités : l'orthopédie, l'ophtalmologie et la chirurgie plastique. Pour être rentables, les interventions doivent avoir le bon degré de fréquence, de simplicité — et d'attente dans le réseau public.

« La chirurgie cardiaque, il faut oublier ça dans le privé au bureau du coin, lance le D^r Morazain. Ça prend un environnement beaucoup plus important. »

Les frais sont à vos frais

Tous ces frais pour des actes médicaux achetés au privé alors qu'ils sont assurés pas la RAMQ ne peuvent être remboursés par la RAMQ. Ils ne peuvent non plus être remboursés par un assureur privé. Mais c'est la porte que veut entrouvrir le projet de loi 33, présentement en commission parlementaire, qui autoriserait les assureurs privés à rembourser ces frais dans les uniques cas d'interventions au genou et à la hanche, et de traitement des cataractes.

NOTRE DOSSIER EN PAGE 2

QUELQUES COÛTS AU PRIVÉ

ORTHOPÉDIE	COÛT APPROXIMATIF*
Hallux valgus (oignon)	2000 \$
Hallux rigidus (problème articulaire de l'orteil)	2000 \$
Prothèse hanche (articulation)	12 000 \$
Prothèse genou (articulation)	13 000 \$
Reconstruction arthroscopique de l'épaule	4500 \$ à 6000 \$
Compression du nerf médian (syndrome du tunnel carpien), médecin participant, en clinique privée	220 \$
Compression du nerf médian (syndrome du tunnel carpien), médecin non participant	900 \$
OPHTALMOLOGIE	
Correction du strabisme	2990 \$
Chirurgie phacoréfractive (cataracte) :	
> Insertion d'une lentille monofocale	2400 \$ à 2600 \$ par œil
> Insertion d'une lentille multifocale	3200 \$ à 3500 \$ par œil
Chirurgie au laser pour correction de la myopie (Lasik)	3300 \$ pour les deux yeux

CHIRURGIE PLASTIQUE	
Réduction ou augmentation mammaire, abdominoplastie, redrapage	5000 \$ à 6000 \$
Rhytidectomie (lifting)	7000 \$
Chirurgie mineure (kystes, etc.), médecin participant en clinique privée	200 \$
CONSULTATIONS	
Consultation avec un médecin spécialiste (1/2 h)	100 \$ à 150 \$
Consultation avec un omnipraticien (1/2 h)	95 \$
Bilan de santé complet avec tests	350 \$

*Note : ces coûts sont des exemples et peuvent varier selon les médecins, les cliniques et la complexité des cas.

ON PEUT VOUS AIDER

À PRÉPARER VOTRE RETRAITE.

LES SOINS DE SANTÉ AU PRIVÉ

Quand ça fait plus mal au corps qu'au portefeuille...

TEXTES: MARC TISON

L'orthopédiste Nicolas Duval croit à la surspécialisation... et au travail à la chaîne.

« L'idée de base, c'est qu'il n'y a pas suffisamment de temps pour opérer dans le réseau public, soutient-il. Pour augmenter le volume sans trop augmenter le coût, il faut être très spécialisé et faire toujours la même chose. »

En 2006, il aura pratiqué quelque 500 interventions chirurgicales orthopédiques. À lui seul. Et pas des petites: mise en place de prothèses de la hanche et du genou. « Les chirurgies de la hanche et du genou sont à peu de chose près pareilles d'un patient à un autre, dit-il. Il y a une réduction de coûts. »

De tous les médecins non participants, le D^r Nicolas Duval est peut-être celui qui a poussé le principe des soins privés le plus loin. Au début 2003, il a racheté un centre d'hébergement qu'il a transformé en clinique spécialisée de 17 lits.

C'était nécessaire: la période de récupération des interventions qu'il pratique peut atteindre 10 jours, que son patient passera dans sa clinique.

Combien, dites-vous ?

Voilà: 12 000 \$ pour une prothèse de la hanche, 13 000 \$ pour une prothèse du genou.

Pour l'instant, sur 220 orthopédistes actifs au Québec, trois seuls pratiquent exclusivement au privé. Chacun se consacre à quelques spécialités bien précises: pied, genou et hanche, épaule.

« Ils doivent être sélectifs, indique le D^r Pierre Lavallée, président de l'Association d'orthopédie du Québec. Les patients les plus malades resteront dans le système public. »

Ainsi, le D^r André Perreault, fondateur de la Clinique de chirurgie du pied de Montréal, ne pratique que des interventions au pied, à la cheville et à la main. « Le gros avantage, c'est qu'elles se font sous anesthésie locorégionale, sans anesthésie générale », fait-il valoir.

Non participant depuis quatre ans, il pratique 400 à 450 interventions par année. Une intervention au pied pour un hallux valgus — ou oignon, en termes potagers — coûte environ 2000 \$.

Il n'a pas fait ce pas pour une question d'argent, assure-t-il. « C'est quatre 30 sous pour une

piastre. C'était d'abord une question d'insatisfaction. J'avais une liste d'attente de deux ans. »

Une attente trop longue entraîne des risques que la condition du patient se détériore jusqu'à devenir irréversible. C'est d'ailleurs ce qui a incité le D^r Marc Beauchamp à quitter lui aussi le réseau public, en septembre 2005.

« J'ai tiré la plogue quand j'ai opéré quelques patients consécutifs qui étaient rendus à un stade irréversible, alors qu'ils ne l'étaient pas quand je les avais vus, un an auparavant. »

Il se spécialise dans les chirurgies aux épaules. Une chirurgie de reconstruction arthroscopique de l'épaule coûte entre 4500 et 6000 \$. Il y a un an, le D^r Beauchamp pratiquait quatre ou cinq interventions par jour. Il en fait aujourd'hui jusqu'à neuf.

Difficile quête d'un médecin de famille

Si vous vous étiez présenté mercredi matin à la Clinique médicale Rivière des Mille-Îles avec votre enfant grippé, vous n'auriez pas attendu plus de 15 minutes.

« Dans le pire, on vous aurait demandé d'aller prendre un café à côté pour une vingtaine de minutes », assure le Dr Jocelyn Lebel. Le café est gratuit. Ajoutez 95 \$ pour la consultation.

Cette clinique, fondée par le D^r Lebel et son collègue Jean-Pierre Savaria, tous deux omnipraticiens, a été officiellement ouverte il y a une semaine et demie à peine. Ses services sont entièrement privés.

« Notre objectif, c'est qu'il n'y ait personne dans la salle d'attente, indique le Dr Lebel. Elle ne contient que six sièges. »

Paradoxe: ce vide attire la clientèle.

« De plus en plus de gens sont prêts à payer pour une consultation, simplement pour obtenir un service, parce qu'ils n'ont pas de médecin de famille », signale la chercheuse Joanne Castonguay, directrice de projet au CIRANO. Elle a elle-même entrepris cette quête, il y a un an. « Tous ceux que j'ai trouvés étaient des médecins hors RAMQ. »

Mais il y a une autre formule pour accéder rapidement à un omnipraticien.

Le MédiClub, situé à Outremont, est un animal hybride, mi-privé, mi-public. Il regroupe près de 80 médecins généralistes et spécialistes, participants ou non à la RAMQ.

Cette clinique propose notamment un service de « médecine préventive ».

En adhérant à ce programme, vous avez d'abord droit à un bilan de santé complet, tous tests et examens inclus. On vous attribue un médecin auquel vous vous référerez pendant l'année qui suit. En cas de besoin ou d'urgence, vous obtenez avec ce médecin, ou son remplaçant en cas d'absence, un rendez-vous la journée même. Cette consultation est alors couverte par la RAMQ.

L'abonnement d'un an coûte 625 \$ pour les personnes âgées de 39 ans et moins, 1000 \$ pour ceux de 40 à 64 ans, et 1150 \$ pour les 65 ans et plus.

DES PATIENTS IMPATIENTS

Une médecine privée pour les riches? La majorité de la clientèle provient pourtant de la classe moyenne. « Les gens font un choix, indique le D^r Marc Beauchamp: est-ce qu'on investit dans notre santé ou on fait un voyage dans le Sud? »

Certains commencent à prévoir des fonds en conséquence, observe-t-il. « Même ceux que j'ai déjà opérés commencent à mettre des sous de côté au cas où, dans cinq ou 10 ans, ils auraient besoin d'une autre chirurgie dans le milieu privé. »

Une nouvelle tendance se répand dans les entreprises, ajoute-t-il. Un cadre supérieur ou un bon employé qui voit son efficacité réduite en raison d'un ennui de santé pour lequel il attend des soins peut se faire offrir des services dans le privé.

Dans d'autres cas, c'est la famille d'un parent âgé qui se cotisera pour lui offrir une chirurgie. « Ils reviennent deux ou trois semaines après la première consultation, après un conseil de famille », narre le D^r Beauchamp.

Autre phénomène: la publicité négative entourant les maladies nosocomiales dans les hôpitaux draine des patients inquiets vers les services privés.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Une salle d'attente d'une clinique privée de Montréal. Vous avez dit salle d'attente.

Coup d'œil sur l'ophtalmologie

En ophtalmologie, la situation est trouble et il est difficile d'y voir clair.

Une dizaine d'ophtalmologistes se sont désaffiliés de la RAMQ, contre quelque 280 membres participants.

C'est la chirurgie corrective au laser de la myopie qui a d'abord entraîné cette migration.

Alors qu'à l'origine elle remboursait cette intervention dans certaines circonstances où elle était jugée médicalement requise, la Régie s'est largement soustraite de ce champ d'activité. Plusieurs ophtalmologistes qui pratiquaient

ce genre d'intervention se sont consacrés exclusivement à cette spécialité dans le privé.

Pour compliquer encore les choses, la chirurgie corrective de la cataracte a connu des progrès spectaculaires. On peut maintenant insérer une lentille dans le cristallin, lentille qui peut en même temps corriger, si nécessaire, un problème de myopie. En somme, cette même intervention peut répondre à des besoins médicaux, esthétiques, ou les deux simultanément.

L'ophtalmologiste Dominique Meyer, qui pratique à Québec,

a détourné les yeux du régime public depuis sept ans. Elle se spécialise dans le traitement des cataractes. « J'ai étudié 10 ans pour être chirurgienne, explique-t-elle. Je n'avais qu'une journée par semaine en salle d'opération. J'avais l'impression d'être sous-utilisée. » Elle opère maintenant trois jours par semaine, à raison de 12 à 15 interventions par jour. « Nous sommes au maximum de la productivité », assure-t-elle. Ce traitement de la cataracte — l'insertion d'une lentille dans le cristallin — coûte 2600 \$ par œil pour une lentille monofocale, et 3500 \$ pour une lentille multifocale.

Le D^r Jean-André De Groot, pour sa part, était spécialisé en strabisme. En raison du temps qu'il juge nécessaire de consacrer aux patients — « Je ne soigne pas les yeux, je soigne des gens qui ont des yeux », dit-il —, il a choisi de se retirer du régime public.

« La correction du strabisme prend beaucoup de temps. Douze muscles sont en jeu. Ça demande la collaboration du patient, ce qui est impossible sans explications adéquates. » Une intervention pour corriger le strabisme coûte

PARTICIPANTS, DÉSENGAGÉS ET NON PARTICIPANTS

Hippocrate y perdrait son grec. Car il faut distinguer les médecins désengagés des non participants. Les non participants jouent sur une patinoire totalement privée et indépendante. Leur client doit assumer seul la facture.

Les médecins désengagés, pour leur part, sont nettement moins nombreux, peut-être trois ou quatre à peine. Ils facturent leurs interventions selon les tarifs de la RAMQ, que leur client peut ensuite se faire rembourser par la RAMQ.

Chirurgie plastique: la souplesse du privé

Très inconfortable, le syndrome du tunnel carpien. La compression du nerf médian, à l'intérieur du poignet, entraîne des engourdissements, des inconforts nocturnes, un affaiblissement musculaire.

« Quand j'ai consulté le neurologue, il m'a dit que je n'avais pas le choix de me rendre jusqu'à la chirurgie pour décompresser les nerfs, et que je ne devais pas trop attendre parce que je pouvais avoir des conséquences irréversibles », raconte Nathalie Genest.

La liste d'attente du chirurgien suggéré par le neurologue s'étiyait sur deux ans.

Rappel au cabinet du neurologue, où on lui donne cette fois les

coordonnées d'un plasticien en clinique privée. Elle l'a rencontré le 11 septembre. Délai pour l'intervention: trois semaines. Coût: 220 \$ par main. Elle n'a pas hésité à la mettre à sa poche.

Hors du public

« La chirurgie plastique est la seule spécialité médicale qui avait déjà un pied en dehors du système public, car nous faisons des interventions esthétiques qui ne sont pas couvertes par la RAMQ », explique le D^r Wilhem Pellemans.

Certains chirurgiens plastiques choisissent la voie totalement privée et sont entièrement désengagés du régime public. D'autres, comme

le D^r Pellemans, empruntent un chemin mitoyen. Ils restent engagés dans le réseau public mais offrent dans une clinique privée un certain nombre d'interventions assurables qui étaient auparavant pratiquées dans les hôpitaux.

À son menu, le mercredi 15 novembre: cinq décompressions du nerf médian (tunnel carpien), cinq kystes synoviaux, deux aponévrectomies, et deux kystes. Dans tous les cas, la facture du patient s'élève à environ 200 \$, pour une intervention d'une durée moyenne de 25 minutes. « On ne fait pas d'argent sur le matériel, sur les infirmières, etc., assure-t-il. On facture au patient ce que ça

coûte. On se contente des honoraires de la Régie pour le reste. »

Il aime à comparer les coûts d'une décompression du nerf médian à ceux d'une intervention semblable en milieu hospitalier. « À l'hôpital, les coûts habituels sont de l'ordre de 475 \$, pour une intervention qui dure une vingtaine de minutes, excluant les honoraires du chirurgien. Dans le semi-privé, nous allons facturer au patient entre 175 \$ et 200 \$. »

La tentation du privé

Le secrétaire trésorier de l'Association des spécialistes en chirurgie plastique et esthétique du Québec, le D^r Charles Guertin,

arrive aux mêmes conclusions avec un calcul différent: en raison des lourdeurs du milieu hospitalier, il ne peut y pratiquer qu'un maximum de 10 à 12 chirurgies mineures de la main par jour.

Dans son cabinet, cette fréquence augmente à 30 et même 40 par jour. Il facture au client les médicaments utilisés — souvent entre 10 \$ et 50 \$ —, et est rémunéré à l'acte par la RAMQ. La tentation du privé est forte pour ce chirurgien plasticien spécialisé dans les reconstructions. « J'ai des listes d'attente de plus de trois ans, dit-il. Les gens me supplient de les opérer dans le privé. »

Techno : la nouvelle drogue dure



VINCENT BROUSSEAU-POULIOT
GÉNÉRATION PASSE-PARTOUT

Isabelle Thibault se rappelle de son « bouffeur de DVD ». Le jeune cinéophile ne pouvait passer une semaine sans s'acheter un nouveau film. La fin de son histoire n'est pas heureuse : il a fait faillite.

Il a trouvé de l'aide auprès de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) du Sud-Ouest de Montréal, qui compte plusieurs consommateurs boulimiques parmi sa clientèle.

« Tout le monde a son dada, que ce soit les autos, les vêtements, la bouffe bio ou les produits techno », dit Isabelle Thibault, conseillère budgétaire à l'ACEF du Sud-Ouest de Montréal.

Au cours des dernières années, le budget techno de la jeune génération a explosé. « C'est le cas classique où l'offre conditionne la demande », dit Jean-François Ouellet, professeur de marketing à HEC Montréal. L'in-

novation technologique se fait plus rapidement que l'évolution de la demande. Les compagnies utilisent alors le marketing pour que les consommateurs achètent davantage. »

Pour certains, les gadgets dernier cri sont une source de divertissement.

Pour d'autres, ils ressemblent davantage à une drogue dure. Une drogue rentable pour les sociétés spécialisées en produits technologiques, qui n'ont qu'à se séparer les parts du gâteau.

« Plusieurs de mes étudiants

concurrentiel, tous les moyens sont bons pour maintenir la dépendance des consommateurs. « Les nouveaux produits doivent donner la perception que les anciens sont obsolètes, dit le professeur Jean-François Ouellet.

C'est le concept de l'obsolescence planifiée. Les sociétés augmentent la puissance des batteries ou la capacité de stockage d'un lecteur MP3. Elles s'inspirent aussi de la mode pour donner l'impression que leurs vieux modèles sont dépassés. Les vêtements que j'ai achetés il y a

« L'innovation technologique se fait plus rapidement que l'évolution de la demande.

Les compagnies utilisent alors le marketing pour que les consommateurs achètent davantage. »

ont un cellulaire depuis l'adolescence, dit Jonathan Sterne, professeur de communications à l'Université McGill. Les sociétés de téléphonie n'ont plus besoin de les convaincre d'acheter un cellulaire. Ils doivent plutôt les convaincre d'acheter leur cellulaire. C'est pourquoi les campagnes de marketing se font autour de la marque et non du produit. »

Dans ce marché hautement

10 ans me font encore, mais je ne les porte plus. Apple a très bien utilisé le concept d'obsolescence de style en renouvelant le design de ses nouveaux iPod. »

Nouveau rythme de vie, nouveaux produits

Les changements technologiques ont donné un second souffle à bien des industries. Celle du divertissement et du cinéma a été bouleversée par l'arrivée des DVD.

« Les horaires sont de moins en moins flexibles en Occident, dit le professeur Jean-François Ouellet. Les gens ne sont plus capables d'être devant leur téléviseur tous les jeudis à 20h.

« En ce sens, les DVD répondent à un nouveau besoin. Les séries télévisées sur DVD sont particulièrement populaires en raison de la relation avec l'artiste. Au Québec, on a notamment observé ce phénomène avec *Un gars, une fille*. Les téléspectateurs ont l'impression d'avoir une relation avec les personnages. Rater un épisode d'une série devient beaucoup plus grave que de rater un film. »

Aux États-Unis, les ventes de disques DVD ont été évaluées à 22 milliards de dollars en 2005. Elles n'étaient que de 2,5 milliards en 2000. Mais la consommation a ses limites : les ventes de lecteurs DVD sont en baisse en Amérique du Nord depuis trois ans. En 2005, elles ont totalisé 15,9 milliards, comparativement à 24,1 milliards en 2003.

L'an dernier, le film le plus vendu en Amérique du Nord a été *The Incredibles* (17,3 millions de copies). Au Québec, une superproduction comme *Harry Potter et la Coupe de feu* se vend à

200 000 copies, estime Mathieu Daoust, rédacteur en chef du site Internet www.dvdenfrancais.com. Prisés par les Québécois, les spectacles d'humour trouvent entre 40 000 et 50 000 preneurs. Les ventes d'un film québécois à succès comme *Bon Cop, Bad Cop* atteignent entre 100 000 et 150 000 copies.

Le DVD le plus attendu des lecteurs de cette chronique est sans contredit le coffret des 25 premiers épisodes de *Passe-Partout*, en vente à compter de mardi prochain. Les aventures de Passe-Carreau, Passe-Montagne, Cannelle, Pruneau et compagnie devraient s'écouler à 100 000 copies. Ça fait beaucoup de poussinots et de poussinettes.

APPEL AUX JEUNES

Vous êtes de la génération Passe-Partout (c'est-à-dire dans la vingtaine), sur les bancs d'école ou sur le marché du travail? Vous avez des questions de finances personnelles et de consommation?

Écrivez-nous:

vpouliot@lapresse.ca

Packard Bell offre Google à sa clientèle

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Le fabricant européen d'ordinateurs Packard Bell va préinstaller dans tous ses ordinateurs un ensemble de logiciels du géant américain de l'Internet Google, qui continue ainsi à s'imposer dans le secteur des ordinateurs personnels.

Aucun élément financier de l'accord signé entre les deux sociétés n'a été rendu public.

« Grâce à cet accord, les outils de recherche et d'organisation des informations de Google seront dès la mise en service de leur machine à la disposition des clients de Packard Bell, et ce, dans le monde entier », indique le groupe dans un communiqué.

Les logiciels Google en question sont le logiciel de recherche de fichiers *Google Desktop*, le service cartographique *Google Earth*, le gestionnaire de photos *Google Picasa* et la barre de recherche *Google Toolbar*. La préinstallation de ces logiciels se fera « pays par pays » et sera généralisée sur tous les ordinateurs de bureau et les portables « dès la fin de l'année ».

Fin mai, le fabricant américain Dell, premier vendeur mondial d'ordinateurs, avait annoncé un accord similaire avec Google tout en continuant à travailler avec le système d'exploitation Windows de Microsoft.

Selon des spécialistes du secteur, Google occuperait entre 60 % et 70 % du marché européen des moteurs de recherche, mais aucun chiffre officiel n'a été communiqué.

« Google utilise aujourd'hui une stratégie qui a parfaitement réussi à Microsoft dans le passé, c'est-à-dire d'intégrer ses applications au plus grand nombre d'ordinateurs personnels pour permettre aux acheteurs d'être en contact direct avec ses solutions », a expliqué à l'AFP Philippe Leroy, rédacteur en chef du site spécialisé ZDNet.fr.

Une « stratégie de distribution » semblable a permis, par exemple, à Microsoft de quasiment faire disparaître en quelques années le navigateur Netscape, leader à la fin des années 90, face à Internet Explorer, a-t-il rappelé.

« L'objectif de Google, fort de sa notoriété grandissante, est d'arriver à multiplier les accords de ce type avec un maximum de vendeurs de PC », ajoute M. Leroy.

Mais, tout comme Microsoft qui bataille en permanence avec la Commission européenne, Google est à terme susceptible d'être accusé de déni de concurrence.



Le premier mois sans horaire.
La première banque.

ON PEUT
VOUS AIDER

Glissez dans la retraite tout en douceur grâce à un revenu mensuel

La Banque Nationale vous propose sa nouvelle stratégie de retraite adaptée à votre profil d'investisseur. Elle vous permet de recevoir un revenu mensuel et ainsi de vivre des passions à la hauteur de vos attentes.

1 888 270-3941 www.bnc.ca/revenu

**PLACEMENTS
BANQUE NATIONALE**

Les Fonds Banque Nationale de la catégorie portefeuilles de revenu mensuel (les « Fonds »), sont des fonds communs de placement offerts par Placements Banque Nationale inc., filiale en propriété exclusive de la Banque Nationale du Canada. Un placement dans les Fonds peut donner lieu à des courtages, des commissions de suivi, des frais de gestion et autres frais. Veuillez lire le prospectus simplifié des Fonds avant de faire un placement. Les Fonds ne sont pas garantis, leur valeur fluctue souvent et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement dans l'avenir.

SUR LA VOIE RAPIDE

1 ÉTATS-UNIS
En août dernier, la Californie comptait 511 000 agents immobiliers agréés, soit près d'un pour chaque groupe de 52 adultes vivant dans cet État.
- État de Californie

En date du mois dernier, seulement 33 des 12 000 agents du FBI avaient à tout le moins une compétence limitée en langue arabe et aucun d'entre eux ne travaillait dans les sections qui coordonnent les enquêtes sur le terrorisme international.
- Washington Post

Lors de l'exercice financier courant, le budget total de R&D du département américain de l'Énergie consacré aux technologies appliquées aux énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne, solaire, etc., atteignait 416 millions\$US. Par comparaison, les États-Unis ont consacré cette même année 75 milliards\$US à la recherche militaire.
- Département américain de l'Énergie

2 MONDE
Lorsque la Grande-Bretagne a réprimé une violente insurrection en Irak en 1920, elle comptait un soldat pour 23 Irakiens. Cette année, les États-Unis ont envoyé un soldat pour 210 Irakiens.
- Foreign Policy

On estime qu'il y a cette année 850 millions d'ordinateurs personnels dans le monde. On prévoit que l'an prochain, il s'en vendra 225 millions de plus, soit quatre fois plus qu'en 1995.
- Financial Times

Quatre des 10 plus importantes sources d'importations pétrolières de la Chine en 2006 sont des pays africains. L'Angola arrive au premier rang, le Congo, au sixième, la Guinée Équatoriale, au huitième, et la Libye, au dixième.
- Douanes chinoises

Le brevet de Pfizer sur son médicament Lipitor contre le cholestérol, qui devrait lui assurer des revenus de 13 milliards\$US en 2006, expire en 2011.
- Financial Times

3 AMÉRIQUE LATINE
Lors de sondages, 55% des hommes d'affaires en Amérique latine ont indiqué que les infrastructures constituaient un sérieux problème qui nuit à la croissance économique dans la région, comparativement à seulement 18% en Asie de l'Est.
- Banque mondiale

La croissance économique du Brésil n'a été que de 2,2% par année au cours de la période 2001-2005. C'est le quart du taux moyen de croissance annuelle de la Chine, de l'Inde et de la Russie, qui a été de 8,9%.
- Morgan Stanley

SOUS LA LOUPE

Quitter son nid à 74 ans, c'est chose faisable...

MARC TISON

Roger et Madeleine songent à quitter leur maison, qu'ils habitent depuis 10 ans. « On a à peu près tout ce qu'il nous faut, sauf qu'on est au deuxième étage, raconte Madeleine. Les escaliers et l'entretien commencent à nous peser. »

Ils ont tous les deux 74 ans. Ils cherchent donc une résidence pour personnes âgées dans le quartier montréalais où ils se plaisent tant.

« On veut être bien logés, dans quelque chose qui ressemble à ce que nous avons actuellement », explique Madeleine.

Leurs frais de logement actuels – hypothèque, taxes et assurances, électricité, entretien – totalisent 1200 \$ par mois.

ils ne se sentaient pas prêts à se joindre à leur communauté.

Louise Belliard a posé nettement la question : de combien leur fallait-il hausser leurs revenus pour accéder à un logement véritablement à leur goût?

Roger et Madeleine avaient visité une autre résidence qui leur plaisait davantage – plus coûteuse, évidemment. Ils ont ainsi pu avancer un chiffre : il leur fallait un supplément de revenu de 10 000 \$ par année, après impôts.

Voilà un chiffre clair et net.

Ce revenu doit exclusivement provenir des fruits de la vente de leur propriété. Une fois soustraits le remboursement du solde hypothécaire et les frais divers, notre couple encaisserait

après impôts de 5000 \$ par année, indexé au coût de la vie, elle épuiserait son capital de 100 000 \$ en 2029, à l'âge de 97 ans, estime notre experte.

Roger est beaucoup plus entreprenant et s'est dit prêt à placer tout son capital sur le marché boursier. Mais la spécialiste suggère plutôt de considérer les fonds de revenus. Pour les besoins de l'exercice, elle a retenu un portefeuille composé à 79 % de fonds de revenus – surtout d'obligations –, de 20 % de fonds équilibrés et de 1 % en liquidités. Le rendement escompté est de 6 % par année.

Ce portefeuille prudent a l'avantage de produire une partie de ses revenus sous forme de gain en capital, lesquels ne sont imposés qu'à 50 %, alors que les revenus d'intérêt sont entièrement imposables.

Exemple

À titre d'exemple, Madeleine, avec ses certificats garantis à rendement de 4 %, toucherait un revenu d'intérêts de 4000 \$, sur lesquels elle paierait 188 \$ d'impôts.

Le portefeuille de fonds de revenus, avec un rendement de 6 %, produirait pour sa part des revenus de 6000 \$ par année. Malgré tout, avec le même taux d'imposition de 4,7 %, l'impôt s'éleverait à peine à 180 \$, soit 150 \$ sur les revenus en intérêts et 30 \$ sur le gain en capital.

Roger, parce qu'il touche un revenu supérieur à sa conjointe, serait imposé à un taux moyen de 9,7 %.

Relançons la machine avec son fonds de revenus. Toujours en tirant un revenu annuel net de 5000 \$ indexé au coût de la vie, Roger posséderait encore 37 230 \$ en 2030. La conclusion est limpide : le couple pourra consacrer 10 000 \$ de plus par année à un logement qui lui convienne vraiment.

Il leur sera plus facile de descendre l'escalier pour la dernière fois.

« On veut trouver un logement à notre goût. Mais on se demande ce que nos moyens nous permettent en réalité. »

– Madeleine

LA SITUATION

Madeleine et Roger songent à quitter leur jolie maison pour emménager dans une résidence pour personnes âgées. Les logements qu'ils ont visités, qui leur semblent à peine dans leurs moyens, ne leur plaisent guère. Peuvent-ils espérer mieux ?

LES FAITS

- Âge : 74 ans
- Revenus : 3000 \$ par mois après impôts
- Dépenses de logement actuelles : 1200 \$ par mois
- Propriété : valeur de près de 300 000 \$
- Solde hypothécaire : 59 000 \$
- REER : 18 000 \$

LA CONCLUSION

Le couple estime qu'il lui faudrait un revenu supplémentaire de 10 000 \$ par année pour accéder à un logement selon ses goûts. La vente de sa propriété produirait un capital de 200 000 \$. Divisé en deux parts égales, investies selon la tolérance au risque de chacun, il suffira à produire ce revenu, indexé, pendant 22 ans. La porte est grande ouverte.

Ce qu'ils pensaient être capable de s'offrir n'était pas tout à fait ce qu'ils désiraient. Notre rencontre les a rassurés et ils sont maintenant en mesure de continuer leur magasinage.

– Louise Belliard



LOUISE BELLIARD

Planificatrice financière, Fonds d'investissement Royal

Le couple pourra consacrer 10 000\$ de plus par année à un logement qui lui convienne vraiment.

Leur jolie propriété, sur laquelle court encore un solde hypothécaire de 59 000 \$, vaut maintenant près de 300 000 \$.

Le couple touche des revenus de retraite d'environ 3000 \$ par mois, pour un coût de vie équivalent. « Nous sommes un peu inquiets, vu les prix demandés – environ 1800 \$ par mois, sans les repas, poursuit Madeleine. Un logement serait peut-être préférable, mais jusqu'à combien pourrait-on mettre ? »

Chacun son portefeuille

La planificatrice financière Louise Belliard, de Fonds d'investissement Royal, a rencontré le couple. Entre leur première conversation téléphonique et leur rendez-vous, Roger et Madeleine avaient passé deux ou trois soirées à la résidence qui les intéressait de prime abord. Après une soirée de cartes et une autre dans la salle de télévision, ils ont dû se rendre à l'évidence : cette résidence comptait une forte proportion de personnes d'âge très avancé et

un capital d'environ 200 000 \$. « Une résidence principale n'est pas imposable au moment de sa vente », rappelle à ce propos M^{me} Belliard.

La planificatrice a partagé cette somme – sur papier – en parts égales entre les deux conjoints.

En investissant ses 100 000 \$, chacun doit donc produire un revenu net de 5000 \$ par année.

« Il est très important de respecter la tolérance au risque de chacun dans le choix des produits d'investissement », prévient notre spécialiste.

Madeleine est très réfractaire au risque. M^{me} Belliard a donc prévu pour elle un investissement extrêmement sûr, composés de certificats de placement garantis, portant 4 % d'intérêt par année. Tout aussi prudemment, elle pose l'hypothèse d'un taux d'inflation de 3 %. Le taux d'imposition moyen de Madeleine est de 4,7 %.

Lançons ces paramètres dans la machine à calcul : si Madeleine retire un revenu

Écrivez-nous ! Vous aimeriez qu'un planificateur financier examine votre situation ? Investissement, immobilier, retraite, héritage, impôt, crédit, budget... Quelle que soit la nature de vos questions, écrivez-nous ! Les dossiers retenus seront analysés par un spécialiste, dans le cadre de la chronique « Sous la loupe ».

Voici notre adresse : À vos affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 ou notre courriel : avosaffaires@lapresseaffaires.com

DILBERT



SUDOKU

				3				
				2	5			
3	1						6	
4		2						
6	5		2		4			1
						3		
9	6			4		1		
8				6			4	2
				1				7

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

9	2	3	4	8	5	1	7	6
5	1	6	7	3	2	4	9	8
7	4	8	9	1	6	2	3	5
4	9	5	2	7	3	6	8	1
3	8	2	6	9	1	7	5	4
6	7	1	5	4	8	9	2	3
2	6	4	3	5	9	8	1	7
8	3	7	1	2	4	5	6	9
1	5	9	8	6	7	3	4	2

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Niveau de difficulté : TRÈS DIFFICILE

0477

Par Fabien Savary 0476

ÉCRIVEZ-NOUS!

Le cahier À vos affaires du dimanche traite de vos préoccupations en matière de consommation, de finances personnelles et de formation. N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions et commentaires.

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

CONSUMMATION

À VOS AFFAIRES

Achat sur Internet : gare aux frais de dédouanage!



STÉPHANIE GRAMMOND

LES BONS COMPTES FONT LES BONS AMIS

Deux ou trois clics et c'est réglé! Il est maintenant si simple d'acheter sur Internet, partout dans le monde, que les consommateurs ne soupçonnent pas à quel point le dédouanage peut être complexe... et coûteux.

L'année dernière, Raymond a payé pour l'apprendre. Il commande une cartouche d'imprimante laser de marque Samsung sur le site Web Tropicinks, une entreprise de Floride. Le prix s'élève à 102,99 \$US, soit 124,92 \$CAN. Sur le site, il est clairement indiqué que la livraison est gratuite pour les achats de plus de 50 \$.

Sur le pas de sa porte, lorsque le livreur d'UPS lui tend la facture, Raymond reste donc fort étonné. Il savait que des taxes de 18,76 \$ s'ajouteraient au prix de vente de 124,92 \$. Normal : il faut payer la TPS et la TVQ sur toute marchandise d'une valeur de plus de 20 \$ qui entre au Canada.

Mais Raymond ne comprend pas qu'UPS lui facture des frais de dédouanement de 41,48 \$ plus taxes (44,17 \$ au total). « Quarante-cinq pour cent de frais, en plus des taxes, c'est carrément abusif », dénonce-t-il.

Il entre en contact avec le service à la clientèle d'UPS. On lui répond qu'il doit absolument payer. « Étant donné que ces frais ne sont annoncés nulle part et qu'on n'a pas le choix de payer, il me semble qu'il y a un problème. Quels sont les recours en tel cas? » nous demande-t-il.

Le plus frustrant dans sa mésaventure, c'est qu'aucuns droits de dédouanage ne sont imposés sur les biens fabriqués aux États-Unis, accord de libre échange oblige.

De toute façon, les cartouches d'imprimante tombent dans une catégorie spéciale : peu importe le pays où elles sont fabriquées, le Canada n'impose jamais de droits de dédouanement, nous a expliqué Erik Paradis, porte-parole de l'Agence des services transfrontaliers du Canada (ASTC).

Si le colis avait été envoyé par la poste, le client n'aurait payé que les taxes de 18,76 \$, plus les frais de manutention de 5 \$ imposés par Postes Canada pour le passage de la douane.

Même s'il n'y a pas de « droits » de dédouanement imposé par le Canada, UPS peut quand même exiger des « frais ».

« Importer des biens au Canada nécessite le paiement de différentes taxes et droits », a expliqué à La Presse Cristina Falcone, directrice des communications d'UPS Canada. Les courtiers en dédouanement, comme UPS, s'occupent de réclamer ces sommes aux destinataires et de les remettre à l'ASTC, pour que le colis passe la douane.

Les courtiers imposent des frais pour ce travail. « En moyenne, les frais de préparation d'entrée

d'UPS sont 30 % moins élevés que ceux des autres courtiers majeurs », affirme M^{me} Falcone.

Mais à ces frais de préparation d'entrée s'en ajoutent d'autres lorsque le destinataire n'a pas de compte UPS. Or, pour en avoir un, les clients doivent détenir un numéro de TPS, ce qui est peu fréquent lorsqu'on ne travaille pas à son compte.

De toute façon, le service de dédouanage ne coûte absolument rien lorsqu'un colis est acheminé par la poste (hormis les frais de manutention de 5 \$).

Alors, la conclusion s'impose d'elle-même. Si vous ne voulez pas payer de frais de dédouanement, ne commandez pas à l'étranger des produits qui vous seront livrés par un service de messagerie privé. Assurez-vous que le commerçant mettra le colis à la poste. « C'est ce que je fais maintenant, dit justement Raymond. Je fais attention! »

Pour en savoir plus, téléphonez au Service d'information sur la frontière (1-800-959-2036) ou consultez le site de l'Agence des services transfrontaliers du Canada (www.asfc.gc.ca).

ÉCRIVEZ-NOUS

Vous êtes tombé dans un piège? Vous souhaitez dénoncer des pratiques commerciales douteuses? Faites-nous part de vos problèmes de consommation. Écrivez-nous en fournissant vos coordonnées. Notre adresse: À VOS AFFAIRES
La Presse / Rédaction
7, rue Saint-Jacques
Montréal, Québec, H2Y 1K9
Notre courriel : avosaffaires@lapresseaffaires.com
a/s Stéphanie Grammond
Journaliste
La Presse Affaires
514 285-7070

DE LA SUITE DANS LES IDÉES...

JACINTHE TREMBLAY, COLLABORATION SPÉCIALE

LA CAUSE DE LA SEMAINE

Le lit Queen

En novembre 2004, une dame achète chez Prillo un mobilier de chambre à coucher de sept morceaux. Après les soldes, la facture s'élève à 2 070 \$.

Les choses se compliquent au moment de la livraison. Malgré plusieurs tentatives, les livreurs n'arrivent pas à faire passer le sommier ainsi qu'une commode dans l'escalier. Ils repartent au magasin avec le sommier et laissent la commode au rez-de-chaussée.

Prillo s'engage à commander un sommier en deux morceaux. La cliente l'attend toujours... Quand son mari et son fils déballetent la commode pour la transporter, ils constatent qu'elle est endommagée.

Prillo propose de faire réparer la commode. La dame refuse et réclame 1006 \$ à la Cour des petites créances, soit le prix du sommier et de la commode avant solde.

« Selon les principes de droit civil, un vendeur doit vendre des biens de qualité et garantir à son acheteur que ces biens sont d'une durabilité normale et raisonnable. La demanderesse est donc justifiée de réclamer le remboursement d'une partie du montant payé, mais non la totalité puisqu'elle conserve quand même la commode », écrit la juge Suzanne Vadeboncoeur dans sa décision rendue le 6 novembre.

La juge a donc condamnée Prillo à rembourser à sa cliente une somme de 500 \$, plus frais et intérêts.

BANANA SPLIT



Les Canadiens consomment, en moyenne, 12 kg de bananes par année.

En 2000, 99,5% de ces fruits provenaient des grandes plantations industrielles d'Amérique latine. Au Costa Rica, les Ticos les appellent les « déserts » verts. La douzaine de produits chimiques utilisés pour produire ces bananes polluent le sol, l'air et l'eau en plus d'intoxiquer les travailleurs payés à des salaires de famine.

Voilà entre autres raisons pourquoi la banane industrielle est le fruit le moins cher de tous – entre 0,90\$ et 1,10\$ le kilo.

Depuis quelques années, des bananes bio sont en vente au Québec. Elles ont d'abord été produites unique-

ment dans des fermes familiales. Les géants mondiaux de la banane, comme Chiquita, Dole et Del Monte, ont commencé à passer au bio.

Ces bananes qui protègent l'environnement et la santé sont vendues dans plusieurs commerces, y compris dans la majorité des grandes chaînes d'alimentation. La semaine dernière, Loblaw's les offrait à 1,52\$ le kilo.

Trop cher en comparaison des bananes industrielles? C'est selon. Toujours chez Loblaw's, le prix de quatre variétés de pommes du Québec était de 2,84\$ le kilo.

CADEAUX DE VALEURS

Noël approche. C'est le temps d'établir son budget de cadeaux et de déterminer les « valeurs » à respecter dans le choix des ces étrennes. Les dilemmes éthiques sont nombreux.

Faut-il donner équitable, bio, écolo, responsable, averti? Vaut-il acheter d'un artisan, d'un commerçant de quartier, d'un géant qui vend tout à rabais? Comment irons-nous faire nos courses? À pied, à vélo, en transport en commun ou en auto? Apporterons-nous des sacs en tissu? Et c'est sans compter les emballages et les cartes. Virtuelles ou papier glacé?

Et pourquoi pas du temps en cadeau, en offrant des bons de gardiennage ou des visites à des personnes âgées?

Bonne réflexion!

PASSEZ À LA CAISSE

Option consommateurs est à la recherche des personnes qui ont payé des frais de retard de 10 \$ sur des cartes de crédit *Household Finances* entre mai 1996 et décembre 1999. À la suite d'un jugement de la Cour d'appel du Québec, Option consommateurs a obtenu un règlement condamnant la maison de crédit à verser quelque 2,5 millions de dollars aux Québécois qui ont payé ces frais.

Pour passer à la caisse, il faut communiquer avec Option consommateur en composant le (514) 598-7288.



Retour sur les fiducies de revenu



MICHEL GIRARD

LE COURRIER

Q J'ai 69 ans. Je suis veuve. Mes REER sont épuisés. Mes seules sources de revenus se limitent à ma pension de vieillesse et aux revenus que je tire de mon portefeuille d'actions. Quelques semaines avant l'annonce des modifications à l'impôt des fiducies, j'ai vraiment joué de malchance en achetant des parts additionnelles de plusieurs fiducies de revenu. Depuis l'annonce du ministre fédéral des Finances, les parts de mes fiducies ont perdu à peu près 20 %. De plus, en me basant sur votre tableau de dimanche dernier, j'ai calculé que, à partir de l'entrée en vigueur du nouveau régime, en 2011, elles vont baisser d'au moins 11 000 \$ par année. Je fais quoi? Madame D.

R Dans mon article de dimanche dernier, intitulé Fiducies de revenu : un taux d'imposition... usuraire? je conseillais de ne pas garder, à compter du 1er janvier 2011, ce genre de placement dans le REER.

J'insiste sur le mot REER. Parce que c'est surtout à l'intérieur d'un REER ou d'un FERR autogéré que le nouveau régime d'imposition des fiducies de revenu du ministre conservateur James Flaherty devient carrément abusif.

En effet, à partir de 2011, chaque dollar distribué par une fiducie de revenu fera l'objet d'une ponction fiscale de 64,5 % lorsque les parts font détenues dans un portefeuille REER d'une personne assujettie au taux marginal d'imposition le plus élevé.

Une fois l'argent retiré du REER, le contribuable en sera donc quitte pour n'encaisser, net, qu'une maigre somme de 35,5 cents par dollar.

À l'heure actuelle, le même contribuable conserve net d'impôt la somme de 51,8 cents

par dollar distribué dans un REER ou un FERR. Le fisc se « contente » ainsi d'un impôt combiné fédéral-provincial de 48,2 %.

En ce qui concerne les parts des fiducies de revenu détenues dans des portefeuilles hors REER ou FERR, le contribuable imposé au taux marginal le plus élevé est également assujetti présentement à un impôt combiné de 48,2 %, et ce, jusqu'au premier janvier 2011.

À partir de ce moment-là, le fisc lui prendra un impôt combiné de 51,8 %, soit une surcharge de 3,6 points de pourcentage par rapport à aujourd'hui.

Revenons, madame D., à votre situation.

Premièrement, comme l'annonce du ministre Flaherty a déjà dégonflé la valeur boursière des fiducies de revenu d'environ 15 % dans les jours qui ont suivi, cela laisse présager que l'effet désastreux de son nouveau régime d'imposition est déjà escompté dans le prix des parts des fiducies. Du moins en partie.

À court terme, le pire semble passé. Donc, il serait en principe inapproprié de liquider vos parts de fiducie.

Remarquez que, plus on va se rapprocher de la date ultime du 1^{er} janvier 2011, plus les fiducies risquent de subir des pressions à la baisse.

Mais si jamais cela devait se produire, les parts de fiducie pourraient d'autre part devenir une occasion d'achat, surtout à titre de placement à inclure dans des portefeuilles hors REER ou FERR.

Au chapitre des impôts maintenant, il est important de rappeler que les fiducies existantes bénéficient quand même d'un sursis de quatre ans avant d'être touchées par le nouveau régime d'imposition. Le statu quo fait en sorte que les revenus distribués par les fiducies d'ici 2011 continueront d'être assujettis au même traitement fiscal.

Dans votre lettre, vous mentionnez que vos revenus de fiducie vont fondre de 11 000 \$ lorsque le nouveau

régime entrera en vigueur. Ces 11 000 \$ représentent la ponction initiale de 31,5 % que le fisc effectuera sur les revenus de la fiducie juste avant leur distribution aux investisseurs. Votre calcul laisse donc à entendre que vos revenus bruts de fiducie annuels s'élèvent à près de 35 000 \$.

Reprenons les calculs et voyons de façon concrète comment vos revenus de fiducie seront réellement touchés par l'entrée en vigueur du nouveau régime du ministre Flaherty. Je tiens pour acquis que vous êtes imposée au taux marginal le plus élevé, soit 48,2 %.

Comme vos 35 000 \$ de revenus de fiducie sont encaissés dans un portefeuille hors REER, il vous reste actuellement la somme de 18 130 \$ net. Les gouvernements encaissent ainsi 16 870 \$ en impôts. Cette somme leur est versée lorsque vous produisez vos déclarations de revenus.

À compter de 2011, sur les 35 000 \$ distribués par vos fiducies, c'est une somme nette de 16 856 \$ qu'il vous restera. Les gouvernements empocheront quant à eux 18 144 \$ d'impôts, soit 1274 \$ de plus que présentement.

Ils encaisseront ces impôts en deux tranches, soit une première de 11 025 \$ (lors d'une retenue de 31,5 % des sommes versées) juste avant la distribution des revenus aux détenteurs des parts et une seconde tranche de 7119 \$ (20,34 % de la somme brute) lorsque vous produisez vos déclarations.

Au lieu d'investir dans les fiducies de revenu, bon nombre de contribuables vont préférer, à partir de 2011, investir dans des actions de compagnies qui rapportent des dividendes.

Sachez que le traitement fiscal auquel seront assujetties les fiducies de revenu à partir de 2011 est exactement le même que celui actuellement appliqué aux dividendes.

Donc, au strict plan fiscal, que vous encaissiez à compter de 2011 des revenus de dividende ou de fiducie, ce sera du pareil au même.

À VOS AFFAIRES

PLANIFICATION

PERSPECTIVE

LES DÉPENSES DES ÉTATS-UNIS EN MATIÈRE DE DÉFENSE

Pour l'exercice financier qui se terminait le 30 septembre dernier, le budget américain de la défense atteignait officiellement 441,5 milliards \$US, ou environ 3,7% du PIB du pays.

Toutefois, ce total ne comprend pas les dépenses liées à la défense et consacrées aux efforts de reconstruction en Irak et en Afghanistan, qui ont atteint 120 milliards \$US, les allocations d'anciens combattants (70 milliards \$US), de même que les armes nucléaires, la Garde côtière, les programmes de sécurité intérieure ou les programmes militaires liés à l'espace.

En incluant tous ces programmes, les dépenses militaires totales des États-Unis atteignent 750 milliards \$US, ou 6,2% du PIB.

Source: Projects International

RETOUR VERS L'ANCIEN ORDRE DU MONDE ?

Chaque fois que la Chine établit un nouveau record sur le plan des exportations, de nombreuses nations deviennent de plus en plus nerveuses face à la montée économique de ce grand pays. L'Inde, pour sa part, est sur la voie rapide pour atteindre un rôle beaucoup plus important sur la scène économique mondiale. Question: quel pourcentage du PIB mondial la Chine et l'Inde fournissaient-elles en 1870 ?

- A. UN VINGTIÈME
- B. UN CINQUIÈME
- C. UN TIERS
- D. LA MOITIÉ

A. UN VINGTIÈME - N'EST PAS LA BONNE RÉPONSE.

L'an dernier, le pourcentage combiné de la Chine et de l'Inde (mesurée en prix du marché) n'atteignait que 6,8% de l'économie mondiale. Dans une large mesure, ce faible niveau était le résultat de situations politiques et sociales qui ont perduré aux XIX^e et XX^e siècles, y compris la colonisation, les révolutions et la dépendance envers les économies planifiées.

De 1870 à 1970, les économies combinées de la Chine et de l'Inde ne se sont multipliées que 3,8 fois. Par comparaison, l'économie de l'Europe de l'Ouest s'est multipliée 11 fois au cours de cette période, alors que celle des États-Unis le faisait 36 fois et celle du Japon, 49 fois.

B. UN CINQUIÈME - N'EST PAS LA BONNE RÉPONSE.

Après correction pour tenir compte du pouvoir d'achat, le pourcentage des économies de la Chine et de l'Inde atteint aujourd'hui 23% du total mondial, soit environ le cinquième. En fait, la taille de leurs économies a plus que triplé depuis les années 1970.

Autre signe que les deux économies sont en voie d'accroître leur rôle sur le plan mondial, ce qui correspondrait davantage à la taille de leurs populations, la Chine et l'Inde ont maintenu un taux moyen de croissance annuelle de leur PIB de 8,3% au cours de la dernière décennie.

C. LE TIERS - EST LA BONNE RÉPONSE.

En 1870, la Chine et l'Inde présentaient les plus grandes et les plus importantes économies au monde. Ensemble, elles fournissaient 29,2%, ou près du tiers, du PIB mondial, qui était alors de 1,1 billion de dollars américains. À la même époque, la Chine et l'Inde abritaient 48% de la population mondiale comparativement à 37,3% en 2005.

La montée de la Chine et de l'Inde soulève la question de savoir si la période de domination économique des pays de l'Atlantique Nord depuis 1500 jusqu'à nos jours ne s'avèrera qu'une interruption temporaire de la primauté économique de l'Asie.

D. LA MOITIÉ - N'EST PAS LA BONNE RÉPONSE.

En 1820, la Chine et l'Inde formaient près de la moitié de l'économie mondiale, selon des calculs historiques effectués par l'OCDE. Par contraste, les États-Unis ne pesaient que pour 1,8% dans l'économie mondiale.

En fait, si l'on remonte à l'apogée de l'Empire romain aux I^e et II^e siècles de notre ère, l'Inde et la Chine fournissaient près de 60% du PIB mondial. Durant cette période, la part de l'Europe n'atteignait même pas 13%.

Panique retraite !



MARC TISON

L'ARGENT AU QUOTIDIEN

Tout le monde s'y est mis cette semaine: nous n'épargnons pas suffisamment en vue de notre retraite.

Négligence. Insouciance. Tape sur les doigts.

Réprimande justifiée?

Selon un sondage dévoilé il y a quelques jours par Desjardins Sécurité financière, le tiers (34%) des travailleurs et des préretraités de plus de 40 ans souhaitent prendre leur retraite entre l'âge de 40 et 55 ans.

Problème: le tiers des travailleurs et préretraités n'ont pas commencé à épargner pour la retraite avant 40 ans.

Il y a contradiction entre les objectifs et les moyens. « Les gens commencent tard et visent une retraite à 60 ans, observe Monique Tremblay, première vice-présidente Épargne et Fonds distincts chez Desjardins Sécurité financière. Ils sont en moyenne à 12 ans de l'âge où ils se voient à la retraite. Douze ans, ce n'est pas beaucoup quand on n'a pas ou peu commencé à épargner. »

Elle reconnaît que les jeunes ménages ont d'autres préoccupations: payer les dettes d'études, acheter une première maison. Mais justement, là réside toute l'importance de prendre l'ensemble des paramètres en considération dans une planification effectuée le plus tôt possible. « Le plan commence le premier matin après la fin des études », insiste-t-elle.

Souvent, les gens comptent en partie sur leur maison pour produire un gain en capital qui tiendra lieu d'épargne de retraite. C'est le cas de 51% des Canadiens, selon un autre sondage paru cette semaine, cette fois réalisé pour le compte du Groupe Investors.

« Comment financer sa retraite et garder sa maison? » interroge Aurèle Courcelles, directeur de la planification avancée. « Une maison est bel et bien un investissement, mais elle ne remplace pas un plan prudent de retraite. »

Bref, tout le monde s'inquiète pour vous. Devriez-vous faire de même ?

Un petit test...

Existe-t-il une façon simple d'évaluer où nous en sommes en regard de notre retraite, question de voir s'il y a lieu de se ruier chez un planificateur financier ?

Nous avons creusé la question avec Daniel Laverdière et Sylvain Chartier, de Planification financière Banque Nationale.

L'approche retenue est la suivante: en supposant que nous utilisions chaque année nos droits de cotisation REER, cette épargne suffirait-elle à nous assurer une retraite raisonnable ?

Comme l'explique Daniel Laverdière, le plafond de 18% du revenu en cotisation REER, lorsqu'on ne bénéficie d'aucun régime de retraite d'employeur, a justement été établi en fonction de cet objectif.

Les deux spécialistes ont fait l'exercice avec un travailleur hypothétique — appelons-le Adam — qui gagnerait 30 000 \$ par année à 30 ans. À partir de cet âge, il verse donc systématiquement 18% de son salaire dans son REER chaque année.

Son salaire augmente selon le taux d'inflation, fixé pour les besoins de l'exercice à 2%. On suppose un portefeuille équilibré qui produirait un rendement moyen de 6% par année.

Parvenu à 60 ans, Adam aurait ainsi accumulé 560 000 \$, pour un salaire de 54 000 \$.

Cette épargne, additionnée aux rentes de retraite gouvernementales, lui permettrait-elle le prendre dès maintenant une retraite confortable ?

Nouveau calcul de nos experts: si on en soustrait une cotisation REER de 18%, le salaire de 54 000 \$ correspond approximativement à un revenu disponible de 32 000 \$. Conservons ce train de dépenses à la retraite. Toujours sous inflation de 2% et rendement de 6%, le capital sera à ce rythme épuisé à l'âge de 92 ans. Adam aura alors 75% de chance — ou de risque, selon le point de vue — de ne plus être en vie.

Bref, ça tient la route. « Quel-

qu'un qui fait sa cotisation REER maximale de façon régulière à partir de 30 ans pourra maintenir son train de vie à la retraite, jusqu'à concurrence d'un salaire de 100 000 \$ par année », énonce Sylvain Chartier. Au-delà de ce plafond, il faudra planifier des épargnes hors REER.

Ce calcul présente l'intérêt de montrer quelle proportion du revenu annuel doit être accumulé à différentes étapes de la vie pour arriver à cet objectif.

Ainsi, Adam avait épargné à 45 ans 3,7 fois son salaire annuel, qui avait alors atteint 40 000 \$. À 55 ans, son REER contenait 7,7 fois son salaire de 49 000 \$.

Voilà une échelle à laquelle vous pouvez vous référer, question de voir où vous en êtes vous-mêmes. Quel âge avez-vous ? Quelles économies avez-vous amassées ? Quelle proportion de votre salaire annuel représentent-elles ?

« Dans la presque totalité des cas, les gens sont sous ce ratio cible pour diverses raisons, observe Daniel Laverdière. Mais quand ils auront des excédents budgétaires — une fin d'hypothèque par exemple —, ils pourront corriger en grande partie le problème s'ils épargnent beaucoup, en rattrapant toutes les déductions inutilisées et les droits courants. »

Si vous bénéficiez d'un régime de retraite avec votre employeur, vous pouvez consulter votre dernier relevé, où sera probablement inscrit le montant accumulé à votre nom. En l'additionnant à vos épargnes, vous pourrez faire sensiblement la même évaluation.

« Les gens à très faibles revenus peuvent avoir une grande partie de leur salaire remplacé par les programmes sociaux, signale Daniel Laverdière. Leur nécessité d'épargne est moindre car les montants fixes de la prestation de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti sont importants pour eux. »

Jetez un coup d'œil au tableau ci-dessous, par curiosité...

ET VOUS, OÙ EN ÊTES-VOUS ?

Objectif: retraite à 60 ans. En proportion du salaire, combien faut-il accumuler à différentes étapes de la vie pour y parvenir ?

Âge	Salaire	Cotisation REER de l'année (18% du revenu)	Épargne accumulée	Rapport entre le salaire annuel et l'épargne accumulée
30	30 000 \$	5 400 \$	0 \$	0,0
35	33 122 \$	5 962 \$	33 506 \$	1,0
40	36 570 \$	6 583 \$	81 832 \$	2,2
45	40 376 \$	7 268 \$	150 354 \$	3,7
50	44 578 \$	8 024 \$	246 302 \$	5,5
55	49 218 \$	8 859 \$	379 396 \$	7,7
60	54 341 \$	9 781 \$	562 688 \$	10,4

Note: on suppose une épargne REER de 18% par année, sans régime de retraite d'employeur. Le revenu disponible à 60 ans (train de vie de 32 000 \$) est ensuite maintenu jusqu'à 92 ans, où l'épargne est épuisée. Inflation de 2% et rendement de 6%.

Source: Daniel Laverdière et Sylvain Chartier, Planification financière Banque Nationale

LA GRILLE BLANCHE

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
1																			
2																			
3																			
4																			
5																			
6																			
7																			
8																			
9																			
10																			
11																			
12																			
13																			
14																			
15																			
16																			
17																			
18																			
19																			
20																			

HORIZONTALEMENT

- 1 Écrit de la main même de l'auteur - Habitité de la main.
- 2 Poison végétal - Bâtons garnis de fer - Qui constitue l'extrémité de quelque chose.
- 3 Unité d'équivalent de dose - Formule rassée - Être dans la lune - Se boit avant le repas.
- 4 Donner les couleurs du spectre - Émousseur - Réussite.
- 5 Tailler finement - Héros de Spielberg - Pronom personnel - Petit parasite.

- 6 Coutumes - Avant te - Assembler des cordages - Gonflement.
- 7 Mythique - Circule à Phnom Penh - Irlande poétique.
- 8 Air chanté par un soliste - Partie du tube digestif - Le soleil s'y couche.
- 9 Dans ce pays - Exprime la totalité - Peut être au jasmin - Morceau de boeuf.
- 10 Arbuste souvent épineux - Moquerie collective - Grand désordre.
- 11 Obtenu - Repas - Bref - Groupe d'atomes.
- 12 Navigue - Sert à fixer l'aviron - En désaccord.

- 13 Joli - Poisson du lac Léman - Dire de façon plus claire.
- 14 Mise en place des semences dans un terrain préparé à cet effet - Préfixe signifiant égal - Dieu guerrier scandinave - Au miroir ou à la coque.
- 15 Copain - Mis dans un grand réservoir - Ville d'Honshu - Une roulette plutôt dangereuse.
- 16 Sujet à discuter - Entre les deux portes d'une écluse - Crin.
- 17 Lichen grisâtre - On les fête en janvier - Tranchant - Que rien n'atténue.
- 18 Il est noir ou rouge - Exprime son opinion - Plaque de verre - Mammifère voisin de la fouine.
- 19 Se plaindre - Empereur sanguinaire - Règles obligatoires - Fut chef des armées sudistes.
- 20 Rend plus long - S'introduit - Se dit d'une teinte sans éclat.

VERTICALEMENT

- 1 Cinquième doigt de la main - Attaque à main armée.
- 2 Stérilise des liquides - Entouré de soins attentifs - Il a écrit On ne badine pas avec l'amour.
- 3 Sas - Profit - Habitant du désert - Sur une portée.
- 4 Le corps humain en contient 206 - Propager - Poison - Punir avec rigueur.
- 5 Habitant imaginaire de la Lune - Phénomène lumineux.
- 6 Récréation - Principe chinois - Déterminé.
- 7 Petite pomme - Roue à gorge - Canton helvétique - Tordent du linge.
- 8 Pièce de bois pointue - Ne faire aucun progrès - Fille de Cadmos.
- 9 Interjection - Fin du jour (pl.) - Palais du sultan - Paf.
- 10 Arroze Chartres - Chiens d'arrêt - Période d'exams.
- 11 Vin d'Andalousie - Sert à appeler - Dopant pour cyclistes - Explosif puissant.

- 12 Échéance - Grand véhicule - Ivan le Terrible.
- 13 Existez - Estuaire breton - Martinets - Dissimulé.
- 14 Rat palmiste - Se monte sur une vie - Verre à boire, plus large que profond.
- 15 Tour - Calme et détendu - Tramer - Plante aux feuilles charnues.
- 16 Très amaigri - Font mal aux oreilles - Mouette.
- 17 Outil de maçon - Mort d'un être cher - Capitale coréenne.
- 18 Qui tombe du ciel - Cordages - Pistolet automatique.
- 19 Luth à trois cordes - Oubli - Il prête de l'argent.
- 20 Persuasif - Absorbe une drogue en la risant - Défrachie.

La prochaine grille blanche paraîtra le dimanche 24 décembre 2006

La SOLUTION de cette grille blanche sera publiée le dimanche 24 décembre 2006

Michel Hannequart
www.hannequart.com

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
1	M	A	L	E	F	I	Q	U	E	P	O	S	S	E	S	S	I	O	N	
2	Y	E	U	X	S	A	S	S	E	R	E	T	R	E	I	N	T	E		
3	S	D	N	R	O	T	E	P	E	I	N	E	R	M	U	E	T			
4	T	E	C	K	E	L	R	A	I	L	A	M	A	R	I	L	E			
5	E	H	E	V	E	A	R	A	R	T	T	U	L	I	P	E				
6	R	E	F	L	I	O	M	P	T	E	R	U	M	I	N	E				
7	I	N	D	I	S	P	O	S	E	R	C	L	A	M	E	E	T			
8	E	C	U	R	I	E	T	E	I	N	T	E	S	U	R	A				
9	U	R	E	O	U	I	E	M	A	O	E	T	R	I	E	S				
10	S	O	L	E	N	R	O	M	E	O	E	N	A	E	T					
11	E	U	C	B	A	G	O	U	I	N	T	E	R	L	O					
12	M	I	L	I	T	E	M	S	H	E	O	L	O	M	B					
13	A	E	R	E	U	R	N	E	H	O	R	R	I	B	L	E				
14	L	A	C	A	D	I	E	N	N	E	V	I	A	U	N	I				
15	C	R	I	M	E	S	E	Y	C	E	S	A	N	T	R	E				
16	H	O	N	T	E	U	S	E	M	A	T	E	T	R	E					
17	I	N	T	R	I	U	S	O	P	A	P	E	R	O						
18	M	I	L	I	T	E	M	S	H	E	O	L	O	M	B					
19	I	N	N	E	E	P	E	E	S	A	M	I	E	O						
20	E	S	P	E	R	E	R	S	A	T	A	N	E	S						

Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu.
En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

ACTUEL
SANTÉ

AUX
P'TITS SOINS...

Tous les dimanches dans
LA PRESSE